



Les organisations syndicales constatent que le Premier ministre n'a apporté aucune réponse concrète aux revendications que posaient les mouvements du 17 octobre et 8 décembre 2002.

C'est pourquoi, outre la semaine d'actions des MI-SE et AE du 13 au 17 janvier, elles ont décidé d'appeler l'ensemble des personnels à une nouvelle journée de grève unitaire le 28 janvier :

- Pour d'autres choix budgétaires permettant d'améliorer le service public d'éducation, de conduire tous les jeunes à la réussite scolaire et de répondre aux besoins de la recherche publique.
- Une programmation pluriannuelle permettant les recrutements nécessaires pour faire face aux départs en retraite prévisibles.
- La résorption de la précarité.
- Le maintien de tous les personnels de l'éducation et de la recherche publique, notamment ATOS, CO-Psy... dans la Fonction Publique d'Etat.

Les organisations soussignées condamnent l'abandon de la priorité à l'éducation et une politique qui remet en cause l'ambition de faire réussir tous les jeunes et porte atteinte à l'objectif de démocratisation.

Paris le 7 janvier 2003